

Déclin... ou retard

(Suite de la première page.)

Une partie des difficultés qui nous assaillent actuellement et nous font douter de nous-mêmes — chômage, faible progression du pouvoir d'achat, déficit extérieur — ont sûrement leur explication dans un passé récent qu'on peut précisément faire remonter au deuxième choc pétrolier. Serait en cause la mauvaise adaptation de nos politiques économiques aux réalités du moment.

Cette vision des choses est relativement optimiste, car elle sous-entend — et c'est là que naît le doute — qu'il serait possible d'améliorer assez rapidement la situation en conduisant de bonnes politiques économiques. Celle qui est actuellement menée nous aurait déjà remis sur la voie et les problèmes français auraient leur solution à l'horizon 1989-1990.

La faiblesse de ces analyses est d'oublier que, depuis 1982-1983, la France mène une politique de rééquilibrage de ses comptes extérieurs, la demande des particuliers étant la plupart du temps restreinte depuis que les salaires ne progressent plus que lentement. Dans le même temps beaucoup de choses ont été faites en faveur des entreprises et de leur santé financière. Quatre ans de cette austérité — interrompue un temps, il est vrai en 1985, — n'ont pas empêché le commerce extérieur de redevenir déficitaire malgré les bas prix du pétrole, alors même que le Japon et la RFA ne savent plus que faire de leurs excédents commerciaux.

C'est bien parce qu'aucune amélioration véritable de notre situation n'apparaît malgré des politiques économiques *grosso modo* bien orientées (ne pas vivre au-dessus de ses moyens) que les problèmes posés au pays ne sont probablement pas seulement conjoncturels mais structurels, que les solutions ne relèvent pas seulement du court ni même du moyen terme mais du long terme. Les responsabilités engagées ne seraient donc pas uniquement celles des pouvoirs publics mais plus profondément celles d'un peuple qui a plusieurs reprises a pu choisir, s'exprimer, voter.

Des origines plus anciennes

Il faut donc bien se demander si les retards pris par la France à partir de 1980 n'ont pas des origines beaucoup plus anciennes et donc des causes plus fondamentales et presque culturelles, si l'incapacité du pays à réagir aussi vite que nombre d'autres nations ne s'explique pas par la tendance d'un pays à laisser-aller.

Peu après l'arrivée de la gauche au pouvoir, M. François Ceyrac, qui dirigeait alors le patronat français, avait comparé notre peuple au marcheur, qui las d'avoir longtemps cheminé au soleil, laisse tomber son sac et fait halte à l'ombre d'un bosquet paisible (2).

Cette vision allait probablement plus au fond des choses que beaucoup d'analyses savantes. Les erreurs commises en 1981, l'ambiguïté du message de la gauche — travailler moins en gagnant autant — n'ont pu développer leurs effets que parce que les Français, plus ou moins confusément, attendaient ce discours, ayant le sentiment d'avoir déjà beaucoup donné (la durée du travail était en France jusqu'en 1975 la plus longue d'Europe).

Réagissant mal au deuxième choc pétrolier, la France a pris du retard depuis 1980 sur les grands pays industrialisés. Mais sa passivité a des causes plus anciennes et bien enracinées. Difficile donc de redresser la barre rapidement.

La Grande-Bretagne, saignée par les efforts accomplis durant la seconde guerre mondiale, avait connu bien avant nous une longue période de flottement et d'incertitude, dont elle est peut-être seulement en train de sortir.

La science économique qui, malgré ses erreurs et ses lacunes, progresse dans la connaissance des phénomènes nous enseigne que travail, capital et progrès technique ont été à l'origine du formidable bond accompli par la France au cours des années 60 : main-d'œuvre bon marché fournie à l'industrie et aux services par les immigrés et les campagnards abandonnant l'agriculture, développement extrêmement rapide des investissements productifs (+ 7,6 % l'an entre 1963 et 1973), progrès techniques intenses qui, au rythme de 1,5 % l'an contre 1 % pendant toute la première moitié du vingtième siècle, ont contribué pour plus de moitié (60 % seules les calculs) à une croissance elle-même supérieure à 5 % l'an (3).

Les années 70 et plus encore les années 80 ont vu s'affaiblir ces puissantes causes de progrès. Les salaires se sont emballés à partir de 1968, dépassant le rythme de 10 % l'an (4) ; la qualification de la main-d'œuvre s'est dégradée sous l'effet d'une politique de plein emploi artificiellement engagée par la relance qui suivit les événements de mai 1968. Nous payons encore maintenant les embauches précipitées qui, dans l'industrie et les services privés mais aussi — et c'est peut-être plus grave — dans l'enseignement, la police, les services fiscaux, les PTT, les transports publics... — ont détérioré la qualification professionnelle. Le malaise diffus des années 80, ce malaise dont se nourrit le Front national, a là, en partie, ses origines.

Pendant longtemps, le dynamisme de notre croissance a complètement caché les jeux dangereux auxquels se livrait le pays. Si les salaires augmentaient très vite, la productivité dans l'industrie faisait des progrès plus rapides encore à des rythmes compris entre, 5 % et 10 %. Ce qui permettait aux entreprises de conserver suffisamment de profits pour investir et innover.

Le premier choc pétrolier a fondamentalement modifié les conditions de notre croissance. Les hausses de prix se sont accélérées, celles des salaires davantage encore. Les gains de pouvoir d'achat n'ont plus été compensés par des progrès de productivité qui, à partir de 1973, se sont considérablement ralentis. C'est alors que les entreprises ont commencé à s'appauvrir. Leurs capacités d'investissement se sont réduites, passant en progression annuelle de 7,6 % entre 1963 et 1973 à 2 % entre 1973 et 1980, reculant même entre 1980 et 1984. A l'exception de quelques rares années, le déclin fut inexorable jusqu'en 1982, année

où les entreprises françaises touchèrent le fond. Si les comptes d'exploitation ont recommencé de s'améliorer à partir de 1983, les bilans de la plupart des firmes restent fragiles, les dettes continuant de peser lourd. Le résultat le plus clair est une attitude défensive des entreprises qui décourvant enfin, les délices de la bonne gestion, s'y attardent et manifestent la plus extrême prudence pour investir.

Des politiques inadéquates

Ce qui différencie la France des pays étrangers est son extrême lenteur de réaction, la rigidité de ses comportements. Ce qui était possible jusqu'en 1973 — une forte amélioration du niveau de vie chaque année — ne l'est plus depuis le premier choc pétrolier qui a appauvri le pays, accru la concurrence internationale, redessiné la carte du monde. Mais nous avons continué sur notre lancée jusqu'en 1982, année où Pierre Mauroy et Jacques Delors ont bloqué les salaires. Il y avait belle lurette qu'Allemands et Japonais avaient réagi. Et avec quelle vigueur...

La progression excessive des salaires n'est pas seule en cause. Elle participe d'une longue obstination à entretenir une réalité qui depuis longtemps avait disparu. Le débat politique a eu pendant vingt-cinq ans en France un tel contenu idéologique qu'il a paralysé les pouvoirs en place, les empêchant de mener des politiques adaptées. Cela est vrai pour 1975 comme pour 1981, années qui ont vu les entreprises payer l'appauvrissement du pays et la consommation remplacer l'investissement. Cela est vrai aussi pour la fermeture des sites industriels anciens, pour le blocage des prix trop longtemps religion d'Etat et qui a beaucoup gêné notre industrie à un moment où les firmes étrangères s'enrichissaient (la sidérurgie entre 1964 et 1967).

De cet aveuglement, de ces escamotages sont nées des habitudes : refus de voir baisser ou même seulement stagner le pouvoir d'achat, refus de la mobilité professionnelle et géographique pour les salariés, insuffisance dramatique des moyens mis par les entreprises dans la recherche et le développement, dans la formation professionnelle (où les firmes allemandes excellent), incapacité des pouvoirs publics à enrayer une dégradation alarmante de l'enseignement supérieur, dans le même temps où les plus grands pays — Etats-Unis et Japon surtout — fournissaient un effort exceptionnel, convaincus qu'ils étaient que, sans progrès techniques, il ne peut y avoir ni de compétitivité durable ni croissance assurée.

Le débat idéologique lui-même, qui nous a si longtemps handicapé, n'est pas terminé. Le passage de la gauche au pouvoir a sur bien des points été très bénéfique au pays dans la mesure où il a

permis une prise de conscience collective des réalités. Sur la liste maintenant longue des occasions que se donne périodiquement la France de se ressaisir, 1983 occupe une place importante. Mais la droite, en reprenant les commandes l'année dernière, a commis l'erreur — en même temps qu'elle accomplissait d'utiles réformes — de s'enfermer dans des attitudes et des promesses irréalistes. Planification, politique industrielle, stratégie économique, nationalisations, ont été abandonnées au nom du libéralisme, sans qu'apparemment soit prise en compte la nécessité pour un pays moderne d'associer Etat et entreprises dans de grands projets communs. Les excès de droite remplacent les excès de gauche et le temps passe...

Les faits sont là pourtant qui nous montrent que toutes les grandes réussites de ces dernières années (nucléaire, téléphone, espace, aéronautique, transports...) sont le fruit d'une collaboration étroite entre puissance publique et secteur privé.

L'idée du déclin est-elle trop forte ? C'est l'idée d'un retard qui semble trop faible. Nos difficultés présentent ont des origines trop lointaines pour qu'on puisse penser que les choses rentreront facilement et rapidement dans l'ordre.

L'effort à fournir en matière d'éducation, d'enseignement supérieur, de recherche, est trop énorme (5) pour être accompli sans révision déchirante de nos modes de pensée. Leur financement appelle des ressources que l'impôt seul ne pourra pas fournir, à un moment où MM. Balladur et Juppé continuent de programmer comme si de rien n'était des réductions de la dépense publique et des baisses d'impôt.

Il n'est pas jusqu'à l'investissement — pourtant en reprise depuis deux ans — qui ne traduise un recul du pays par rapport aux grandes nations industrialisées. Notre patronat, qui a appris à gérer, à licencier la main-d'œuvre excessive, à compter et à placer ses disponibilités financières ne fait pas preuve — il y a des exceptions — de beaucoup de dynamisme. Ses dépenses d'équipement continuent d'être dirigées, en priorité, sur les secteurs à moyenne ou à faible technologie. A quelques cas près, comme l'espace et l'aéronautique, notre situation continue de se dégrader dans les secteurs à haute technologie, ceux dans lesquels la demande sera très forte au cours des années à venir. Les autres pays européens semblent, eux, avoir stoppé ce processus depuis 1984 (6).

Déclin ou simple retard ? Le débat politique gagnerait — une fois n'est pas coutume — à se poursuivre sur le sujet.

ALAIN VERNHOLES.

(2) Voir *le Monde* du 3 juillet 1985.

(3) Communication de M. Paul Dubois de l'INSEE à l'Institut des hautes études de la défense nationale (juin 1987).

(4) Le taux du salaire ouvrier avait progressé de 14 % en 1973, 19,2 % en 1974, de 17,3 % en 1975.

(5) La France est l'un des pays développés qui investit le moins dans l'enseignement supérieur (voir l'article de Frédéric Gausson du 8 janvier 1987).

(6) Communication de M. Philippe Goybet de la Commission du Marché commun au Commissariat du Plan (mars 1987).